

Colombie : audience publique de la CIDH contre le gouvernement pour l'extermination de milliers de membres de l'Union patriotique

Image not found or type unknown



San José, 10 février (RHC) La Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme a ouvert une audience publique virtuelle, considérée comme "historique", suite à une plainte contre l'État de Colombie pour l'extermination de plus de 6000 membres du parti Union Patriotique (UP).

Cette comparution intervient après 28 ans de déposition de la plainte devant la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme (CIDH) et fait partie de la 139e session ordinaire de la Cour, qui se tient à San José du Costa Rica.

Les plaidoiries et observations orales sur les exceptions soulevées par la Colombie et sur les réparations éventuelles pour les victimes seront reçues cette semaine.

Le procès indique à l'État colombien qu'il est responsable de massacres, d'assassinats, de disparitions, d'exils, d'attentats et de menaces contre le militantisme du parti politique formé en 1985, à la suite d'un accord de paix entre l'ancien président Belisario Betancourt et les FARC-AP, les Forces Armées Révolutionnaires de Colombie- Armée du Peuple selon les informations fournies par l'organisation de défense des droits de l'homme Redémarrer, qui poursuit le processus.

L'audience, au cours de laquelle, en tant que victimes, la présidente de l'UP et sénatrice colombienne Aída Avella, s'exprimera sur le contexte dans lequel se sont déroulés les faits d'extermination, les dénonciations faites devant les autorités et leurs réponses, ainsi que les impacts sur les membres du groupement politique de gauche qui unissait le Parti communiste et d'autres mouvements sociaux.

La CIDH entendra aussi les témoignages des membres des familles de militants assassinés alors pour faire référence aux "pratiques de menaces et de stigmatisation" qu'ils auraient subies et qui ont abouti au meurtre de plusieurs centaines d'entre eux.

En mars prochain, les parties auront une autre occasion de présenter leurs réquisitions et plaidoiries par écrit. À partir de là, la Cour devrait rendre son arrêt, mais il n'y a pas encore de date prévue pour annoncer une telle décision. La phase de mise en œuvre de cette stratégie débiterait ensuite.

Avant la formation de l'UP en tant que mouvement politique, il y a eu une série d'assassinats de ses membres.

Avant sa première participation électorale, on comptait déjà 247 victimes parmi les militants, dirigeants et candidats et en 1986, après les élections législatives, trois des législateurs élus ont été assassinés. Un an plus tard, le premier candidat présidentiel, Jaime Pardo Leal, a été abattu et en 1990, Bernardo Jaramillo Ossa, le second, a été assassiné.

(Telesur)

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/247260-colombie-audience-publique-de-la-cidh-contre-le-gouvernement-pour-lextermination-de-milliers-de-membres-de-lunion-patriotique>



Radio Habana Cuba